

OPERATION

VILLAGES

ROUMAINS

Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 4 - Juin 1997

L'OVR-CH en état de marche

La première Assemblée générale ordinaire de l'OVR-CH, tenue le 15 mars à Morges, a établi définitivement la structure ébauchée à Lausanne en décembre 1995. Elle a notamment désigné pour quatre ans les membres du Comité, prêts à s'investir pleinement pour assurer la coordination des efforts particuliers des différents groupements suisses actifs en Roumanie.

L'Assemblée de Morges a été bien fréquentée et animée, démontrant une capacité d'engagement et d'enthousiasme tout à fait remarquable après huit ans d'existence de l'opération. On ne peut regretter qu'une seule ombre au tableau: l'absence de représentation de l'Ambassade de Roumanie à Berne, pourtant dûment invitée. Mais peut-être que la nouvelle situation politique roumaine amènera également des changements dans ce secteur.

Lors de la discussion générale, les participants à l'Assemblée ont notamment abordé le problème de l'information sur la

Roumanie, regrettant à cet égard un certain manque d'intérêt de la presse pour ce pays qui, en dehors des dernières élections, n'est plus sous les feux de l'actualité. Il s'agit pour l'OVR-CH de promouvoir son engagement dans ce domaine, en constituant un réseau de journalistes susceptibles de collaborer à son action. Un premier pas dans ce sens est la pleine page consacrée à l'OVR dans 24 Heures du 21 mai.

S'inscrit également dans cette optique, le remarquable exposé*) fait par Mme Edith Lhomel, comme contribution importante apportée à la connaissance de la situation actuelle en Roumanie.

Nous profitons ici pour remercier encore Mme Lhomel qui nous a fait bénéficier de sa grande expérience d'une cause qui nous est chère.

En définitive, l'Assemblée de Morges a témoi-

gné du chemin parcouru par la nouvelle OVR-CH depuis la réunion de Monthey qui avait marqué le naufrage de la précédente coordination. Maintenant la structure et la direction sont bien constituées... et le navire prêt à naviguer dans les meilleures conditions.

Jean Meylan

** Un texte reflétant l'exposé de Mme Lhomel est à disposition des intéressés auprès du secrétariat.*

Composition du Comité

Président :

Meylan Jean, Lausanne

Vice-président :

Oneyser Alain, Mont-la-Ville

Secrétaire :

Koch Rose-Marie, Crissier

Membres :

Béguin Christiane, St-Légier

Bovon Martine, Gland

Budis Sanda, Lutry

Garrone Stéphane, Monthey

Jaquet Willy, Aclens

Kolb Raymond, Chexbres

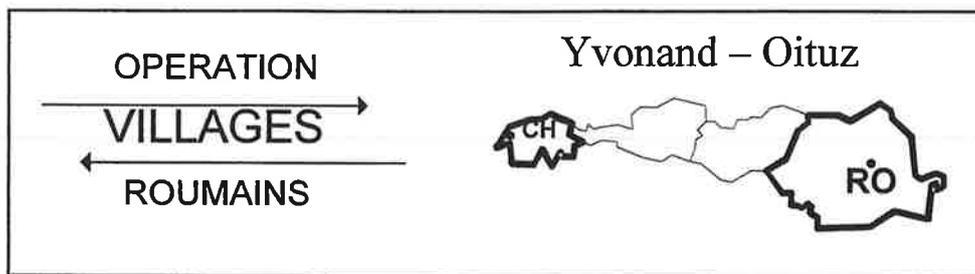
Rochebin Darius, Genève

Rossel Hubert, Yvonand

Tudori Emanuel, Lausanne

Viret Grasset Anne-Marie, Crissier

Voruz Eric, Morges



Une association comme les autres qui réfléchit sur son action

Passer de l'aide à la coopération

Oituz est un petit village-rue, isolé sur le versant oriental de la chaîne des Carpates, à l'extrême sud-est de la Transylvanie, séparé par le col du même nom du village qui donne le nom à la commune dont il dépend : Bretcu.

Au début, nous avons convoyé un camion apportant du matériel demandé par la population. Cela a correspondu à une forme d'aide qui ne s'est plus répétée de cette façon par la suite. En effet, lors de nos discussions, nos interlocuteurs ont exprimé le désir de passer à une étape suivante, qui ne consiste plus tant à *aider*, en apportant du matériel de Suisse en Roumanie, mais plutôt à *coopérer*, pour créer les conditions permettant la concrétisation d'actions de développement sur place. Car, pour l'Association OVR d'Yvonand, il s'agissait bien de coopérer avec Oituz, c'est-à-dire «faire avec» les responsables et la population, et non de se substituer à Oituz et de «faire à la place» des habitants ce qu'ils peuvent faire eux-mêmes.

Le maire de Bretcu et le comité OVR d'Oituz étant entièrement d'accord avec cette façon de procéder, il ne restait plus qu'à donner suite à leurs espoirs en un avenir meilleur passant par *leurs* propres forces. Mais pour cela, il faut qu'un véritable dialogue s'installe entre les deux partenaires et, en tout premier lieu, que les deux parties soient sur la même longueur d'onde et qu'elles avancent au même rythme. Or, quand on parle d'une politique de *dévelop-*

pement, — et c'est bien de cela qu'il s'agit!, même si cela se passe à une échelle locale —, ce n'est pas à celui qui avance le moins vite de se mettre au rythme de l'autre, mais bien l'inverse! Il faut s'adapter au rythme de celui qui bénéficie de la politique de parrainage.

Cela ne fut pas facile à accepter par certaines personnes du groupe OVR d'Yvonand ; certaines nous quittèrent même. Mais ce creux de vague fut très salubre, aussi bien pour Yvonand que pour Oituz. Le petit *Bulletin OVR Yvonand-Oituz* permet de garder le contact avec la population de la commune (toute la population le reçoit à Yvonand) et du village (des exemplaires sont envoyés à Oituz, et sont traduits). Les lettres que nous recevions de Roumanie (et dont nous publions chaque fois les extraits les plus significatifs dans notre *Bulletin*) ne faisaient que nous répéter l'importance des contacts et du dialogue.

Quand la volonté de progresser existe

Un premier projet de développement pensé ensemble (la construction d'un four à pain) n'a pas pu voir le jour à cause des conditions locales qui ne leur auraient pas permis de s'approvisionner en farine ! Un deuxième projet fut proposé par eux, après cette longue période de réflexion et ce difficile passage de l'*aide* à la *coopération* : l'achat d'un bus. Pour leur permettre de "se désenclaver", de transporter les enfants à l'école secondaire de Tîrgu Secuiesc (les bus de ligne ne s'arrê-

taient plus et les prix étaient devenus prohibitifs), pour permettre aux adultes du village d'aller à Bretcu (à 11 km, de l'autre côté du col) pour les besoins de première nécessité et le dispensaire. Après avoir pesé le pour et le contre, les deux associations (car nous les avons incitées à se constituer en association juridique, en leur donnant les démarches à suivre pour se faire reconnaître officiellement), les deux associations marquèrent leur accord et un cahier des charges précis fut fixé en même temps que l'acte de donation du véhicule.

Ce bus, outre son aspect fonctionnel primordial, fut l'occasion d'un développement spectaculaire des liens de solidarité des gens de la région qui ne se connaissaient pas et qui collaborent maintenant de façon active, aidant de façon directe ou indirecte l'*Asociația de Prietenie Oituz-Yvonand*, qu'ils soient à Oituz, à Bretcu ou à Tîrgu Secuiesc.

"Oituz - Bretcu, même combat et même développement!", serais-je tenté de dire maintenant, avec le recul de notre action.

La première fois que nous avons pris contact avec le village d'Oituz, en 1991, nous nous étions rendu compte des tensions très fortes qui existaient à l'époque entre les différents villages de la commune de Bretcu. Une certaine jalousie s'était même installée entre les ressortissants de Bretcu, de Martanus et d'Oituz. Bretcu était censée être parrainée par une commune française; il n'y eut jamais le moindre contact !

Martanus resta isolé, n'étant parrainé par personne. Une aide ponctuelle y fut bien apportée au début, mais Yvonand est une trop petite commune pour prendre en charge *officiellement* les trois villages de la commune de Bretcu. Actuellement, si certains ressentiments subsistent toujours chez certains habitants de Martanus cela s'est bien estompé pour ceux de Bretcu et d'Oituz. Un concours de circonstances particulièrement heureux en est à l'origine et le bus offert à l'*Asociatia de Prietenie Oituz-Yvonand* en est le trait d'union.

Le bus "travaille", comme disent les gens d'Oituz; il assure des rentrées financières, régulières et importantes, pour l'Association. En effet, n'ayant plus d'enfant en âge de scolarité secondaire à transporter à Tîrgu Secuiesc, comme on le faisait l'année scolaire précédente, l'Association d'Oituz a loué le bus à une usine de confection qui s'est installée récemment à Bretcu. Le chauffeur attitré, assure le ramassage des ouvrières. Son salaire est assuré par l'entreprise, le diesel est fourni par l'entreprise et l'Association reçoit un montant mensuel pour ce service. Le maire de la commune de Bretcu, qui est aussi le président (plébiscité!) de l'Association OVR d'Oituz n'est pas peu fier de mettre en évidence que le capital initial reçu, (correspondant au prix du bus acheté en Roumanie), a doublé en l'espace de deux ans!

La pose du câble de télédistribution a pu être entreprise grâce à ce financement régulier. Ce deuxième projet choisi par Oituz est déjà entièrement payé grâce au travail du bus. Quel projet entreprendre par la suite? Leurs idées ne sont pas encore précises, mais il est certain que l'argent sera immédiatement investi dans un autre projet pour ne pas perdre sa valeur, à cause de l'inflation et de la dévaluation constantes.

Un projet de "tourisme vert"? Ce n'est pas impossible, car l'expérience faite par certains villages des départements voisins (*Harghita* et *Mures/Maros*, *Sibiu* et *Brasov* sont les plus

proches) donne de bons résultats et permet aux communes et/ou associations concernées d'avoir des rentrées financières favorisant les projets de développement rural. Certaines familles d'Oituz (et de Bretcu) pourraient envisager de mettre à disposition une *chambre d'hôtes*. Certaines personnes d'Oituz ont proposé au maire/président d'aménager quelques pièces de l'ancien "bodega" (le bistrot) en chambres pour les touristes de passage. Ils songent aussi à la possibilité d'utiliser un pavillon de chasse réservé à l'ancienne *nomenclatura* pour en faire un gîte rural. Le cadre est magnifique! Ce pavillon se trouve dans la forêt, à une dizaine de kilomètres d'Oituz, et pourrait être rentabilisé aussi bien en été qu'en hiver. Des contacts vont être pris avec le service des forêts pour voir dans quelle mesure la chose est réalisable: le pavillon est sur le territoire de la commune, mais ne lui appartient pas...

Développement par effet induit

Dans le village même de *Bretcu*, la Municipalité coordonne actuellement la construction d'une "Maison de la culture", entièrement financée par le *judet* (département) de Covasna. Outre une *salle polyvalente* du même genre que la nôtre, cette construction abritera aussi le nouveau *dispensaire* de la commune, la *maison des jeunes*, ainsi que plusieurs chambres pour les hôtes de passage. Ceci peut être mis en relation avec le projet "tourisme vert" dont je parlais plus haut.

Dans le village d'Oituz, la commune va faire poser un réseau de canalisation d'eau. L'étude de faisabilité est déjà déposée; les crédits sont déjà à disposition; il ne manque plus qu'une signature du *judet* pour débloquer les fonds. Cette situation – dont nous ignorons la réalité jusqu'à l'été dernier – permet de comprendre pourquoi une proposition faite dans ce sens, deux ans plus tôt, n'avait pas suscité de réponse précise: il n'y avait pas encore de certitude sur laquelle ils pouvaient se baser.

D'où vient l'argent à disposition de la commune et comment se fait-il qu'elle en trouve en cette période particulièrement difficile sur le plan économique dans cette phase de transition? Toujours de la même source: de l'usine de confection textile! La directrice de la société, qui habite Tîrgu Secuiesc, a fait le choix de décentraliser la construction de la filiale d'une société allemande, pour éviter de renforcer l'exode rural et de créer encore plus de chômage dans les villages périphériques des villes. Son choix s'est porté sur Bretcu parce que la Municipalité a mis à sa disposition un terrain communal pour un loyer très bon marché. Mais la commune a aussi obtenu une participation au capital action de la société... qui lui a déjà rapporté une belle somme!

Ce qui est nouveau, maintenant en Roumanie, est que les gens se parlent, prennent des initiatives et osent s'engager, chacun à son niveau de responsabilité. Malgré les difficultés administratives – qui existent toujours, il ne faut pas rêver! – certaines personnes, particulièrement motivées, osent entreprendre pour les autres et agir dans l'intérêt des autres. Toutes ne sont pas ainsi, mais si certaines agissent de la sorte, en créant un effet de synergie et d'entraînement, nous ne pouvons que nous en réjouir. C'est ce qui se passe actuellement dans la commune de Bretcu. Et Oituz aussi peut en bénéficier.

Que de chemin parcouru par les responsables de l'*Asociatia de Prietenie Oituz-Yvonand* sur le chemin de l'engagement personnel et de la défense de leurs droits, et, pour tous, de leur prise en charge progressive par eux-mêmes! Il y a bien autre chose qu'un simple bus qui est arrivé à Oituz...

C'est cela qui est important, en fait, mais c'est aussi fort réjouissant!

Hubert ROSSEL

Message du Président Emil Constantinescu à la nation roumaine, début janvier 1997

Traduction tirée du journal mensuel "Românul Liber" de janvier 1997

Chaque jour, de l'argent est volé dans la poche de chacun. Chaque jour, des fonds de l'Etat sont détournés dans un intérêt personnel (des biens et des valeurs). Chaque jour, la Roumanie devient plus pauvre, le budget de l'Etat devient plus fragile et notre avenir d'autant moins sûr. Chaque jour, d'immenses sommes d'argent sont détournées de leur cheminement naturel et rentrent dans les comptes d'un groupe restreint d'hommes de plus en plus puissants. Au cours des sept dernières années, ces hommes ont pénétré dans toutes les structures du pouvoir, dans les ex-gouvernements, dans les ex-parlements, autour de l'ex-président, dans la justice, dans la police, dans l'armée, dans les services spéciaux, dans le monde bancaire.

J'ai été élu président à la suite d'une campagne qui a mis au premier plan le problème de la corruption généralisée qui ronge la Roumanie. Et le dernier mois, on m'a demandé à plusieurs reprises ce que je compte entreprendre concrètement pour éliminer ce fléau. Le moment est venu de répondre à ces questions

J'ai toujours affirmé que nous pourrions financer les projets en faveur de la protection des plus pauvres d'entre nous par l'argent obtenu des diminutions drastiques de l'économie souterraine maffieuse. Nous commençons maintenant l'action de récupération de votre argent. Par cette campagne, nous

poursuivons encore un objectif tout aussi important que l'aspect matériel: nous voulons restaurer l'autorité des institutions de l'Etat. Nous voulons rendre aux honnêtes gens de ce pays la confiance en eux-mêmes. Nous voulons redonner aux gens, qui s'éreintent quotidiennement pour chaque sou à gagner, la conviction que le travail honnête est le seul vrai et que tous les autres finissent mal. Nous voulons insuffler aux jeunes le désir de travailler et de vivre de ce travail. Il faut que nous extirpions une fois pour toutes l'idée de s'enrichir par le vol et la fraude ou la tromperie.

Dès les premiers jours de mon mandat, j'ai sollicité, de la part des institutions habilitées de l'Etat, une information complète non seulement concernant les dimensions et les conséquences de la corruption et de la criminalité organisée en Roumanie, mais aussi les causes qui bloquent les dossiers pénaux dans la phase de poursuite et de jugement concernant de notoires infractions qui se sont passées sous nos yeux et ont été protégées de toute inculpation pendant de longues années.

C'est à la presse que revient le mérite d'avoir tiré le signal d'alarme en premier concernant ces phénomènes destructeurs de notre vie quotidienne et de l'avenir de nos enfants. Malheureusement, la situation réelle qui m'a été donnée d'apprendre par les moyens

accessibles à un chef d'Etat est plus grave encore que nous ne pouvions le croire par la simple lecture des journaux ou en regardant la télévision. Voilà pourquoi je suis arrivé à la conclusion qu'aujourd'hui la corruption et la criminalité organisées représentent des phénomènes mettant en péril la situation de la nation.

Si les choses continuent d'évoluer dans la direction où elles évoluent actuellement, le risque existe d'arriver à une désorganisation économique et monétaire de grande envergure et, sur le plan de l'ordre public, à des violences, des attentats et des règlements de comptes de type maffieux.

Devant une telle provocation, il n'y a plus de temps à perdre, il faut agir. Tout ajournement serait suicidaire. Voilà pourquoi j'ai appelé à la présidence tous les dirigeants des institutions qui ont l'obligation de lutter contre le crime et la corruption et je leur ai demandé de mettre un terme aux blocages, tergiversations et accusations réciproques. J'ai constitué hier un organisme nouveau, le Conseil National d'Action contre la corruption et le crime organisé. Dans le cadre de ce Conseil, les institutions agissent ensemble, sans intermédiaire et sans ajournement. Je coordonne personnellement cet organisme et réponds de son efficacité. Pour combattre ce fléau, nous ne tiendrons compte ni de la position sociale, ni de la fortune, ni

de l'appartenance politique, ni du degré de parenté des personnes incriminées. Nous ne tiendrons compte que de la loi et nous commencerons par les cas les plus graves.

Il m'a été demandé, plus d'une fois, de destituer certains dignitaires qui n'ont pas fait ce qu'ils auraient dû faire dans la lutte contre ces phénomènes. Des destitutions, il y en aura, mais à chaque fois il conviendra de tenir compte des procédures légales et de la culpabilité individuelle correctement établie. En tout cas, une chose doit être bien claire: la passivité de l'organisme d'Etat habilité par la loi à faire régner l'ordre n'est autre chose que de la complicité avec la corruption. Et elle sera traitée comme telle.

Je vais demander au Parlement que la législation incomplète ou inadéquate soit complétée ou modifiée aussi rapidement que l'autorisent les règles de l'Etat de droit. Je demanderai le durcissement des sanctions pour une série d'infractions graves dont la fréquence est devenue dangereuse pour l'ordre public. En termes clairs, nous ne pouvons pas, même un instant, nous cacher derrière le manque de lois pour ajourner la guerre contre la corruption et la criminalité organisées. La Roumanie a un code pénal et de nombreuses lois par lesquelles des infractions comme celles dont je viens de parler devraient être punies depuis longtemps déjà. Notre problème est d'appliquer ces lois sans ajourner indéfiniment ces dossiers.

La Roumanie a été volée en commençant par ses points de douane

aux frontières où sont passées et passent encore de grandes quantités de marchandises en régime de contrebande. Annuellement, cinq cents milliards de lei qui auraient dû arriver au budget de l'Etat et être ensuite redistribués pour les allocations familiales, les aides sociales, à l'enseignement ou à la santé ont été ainsi détournés et ont fini dans les poches de certains contrebandiers.

De pareils gens volent à la Roumanie sa dignité et le prestige international. Des investisseurs sérieux et importants se sont vu obligés, ces dernières années, de payer de grosses sommes d'argent à certains hauts fonctionnaires de l'Etat pour qu'on leur offre la possibilité de commencer et de développer des affaires en Roumanie. Souvent, ces investisseurs sont partis pour d'autres pays. Ainsi nous sommes privés de fonds pour les technologies nouvelles, de lieux de travail, de crédibilité et de respect sur les marchés internationaux des capitaux et des marchandises.

Comme président, j'ai le devoir de coordonner personnellement cette lutte de même que le gouvernement a l'obligation de gérer correctement, et pour votre avantage, les sommes que nous récupérerons. En même temps, j'ai l'obligation de garantir le caractère démocratique de cette ample action. Nous voulons remettre la loi dans ses droits sans pour cela porter préjudice aux droits des personnes, sans affecter l'image d'aucune institution. Nous n'allons pas commencer une chasse aux sorcières, mais une véritable guerre de défense. L'ennemi est déjà sur notre territoire, il épuise nos ressources et

égare nos traditions et nos intérêts légitimes, nous glisse à l'oreille que «toute tentation de s'opposer est vaine, qu'en Roumanie on vole et qu'on volera toujours».

Je m'adresse à ceux qui travaillent au Parquet et à la Justice, dans la Police, la Gendarmerie, organes de contrôle, services secrets, Armée, et surtout aux jeunes spécialistes en les priant de participer à cette lutte contre la corruption et le crime avec toute leur compétence et leur responsabilité afin de rendre aux hommes la confiance dans les institutions de l'Etat et pour sauvegarder leur propre honneur.

Je lance un appel spécial aux jeunes juristes ou à ceux qui ont de l'expérience dans la profession d'avocat en les priant de mettre, pour un temps, leur expérience au service des organes d'enquête pénale et de la magistrature qui ont besoin d'hommes qualifiés pour affronter la période qui va suivre.

Je vous appelle vous, millions de femmes et d'hommes honnêtes de Roumanie, afin que nous mettions un terme à ce fléau. Je vous supplie de dire non à ceux qui graissent la patte, aux drogues, à la marchandise en provenance de la contrebande. Je vous prie de signaler à ceux ayant droit et compétence n'importe quel abus, n'importe quelle infraction. Je vous assure que le mécanisme de la loi va commencer à fonctionner dans ce pays aussi.

Je me suis suffisamment exprimé au sujet de la loi et de la Constitution. Le moment est arrivé de les respecter. En les respectant, nous nous respectons nous-mêmes.

Une «nouvelle ère» pour Saxons et Souabes roumains

(par Jean-Michel Cadiot)

Sibiu (centre de la Roumanie), 8 mai (AFP) - «Saxons», dont les ancêtres sont venus de Lorraine ou d'Allemagne dès le douzième siècle, et «Souabes», arrivés plus récemment, se félicitent du «*changement radical*» que connaissent leurs relations avec les Roumains de souche. Désormais ultraminoritaires après l'exode en Allemagne qui a suivi la révolution de 1989 (ils sont aujourd'hui 80'000 selon leurs responsables, 20 à 30'000 selon les chiffres officiels), les «restants» ne regrettent pas leur choix, malgré les incertitudes économiques.

En Transylvanie, les «Saxons» - qui paradoxalement viennent très peu de Saxe -, font revivre les traditions. Ecoles, clubs, associations culturelles ont retrouvé leur vitalité à Sibiu, (Hermannstadt pour eux), ville des Carpates aux rues ordonnées, et entretenues avec plus

de soin que la plupart des villes roumaines.

Toute cette première semaine de mai, ce fut fête. Cela a commencé samedi 3, sur la grande place Unirii, avec un défilé des écoliers venus aussi de Brasov (Kronstadt) «*comme avant*». Signe des temps toutefois, il manquait les légendaires «*coiffes*» rappelant celles de Bretagne.

Gerardt Low, 78 ans, égrène ses souvenirs devant sa femme qui pleure de joie : «*Nous fêtons toujours mai sur cette place, avant d'aller dans la forêt de Dumbrova. En 1939, Hitler a donné l'ordre de l'arrêter. Puis ce fut la guerre. En 1945, les communistes nous ont pris par le sentiment -Vous ne pouvez pas nous faire ça !-; nous ne l'avons pas fait, mais aujourd'hui, c'est reparti.*

«*C'était tellement beau*», ajoute Hwerta Siefert, 80 ans, une amie du couple. «*Bien sûr, nous étions infiniment plus nombreux. Mais*

nous gardons l'esprit saxon. Une nouvelle ère commence pour nous».

Tous se disent «*heureux*» des récentes «*excuses*» de la Roumanie à l'Allemagne pour avoir «*contribué à la déportation*» de Roumains d'origine allemande dans l'ancienne Union soviétique, après la guerre, et pour le «*marchandage*» pratiqué pour les émigrations par Nicolae Ceausescu.

«*Je suis content, même si cela a tardé*», dit M. Low. Il relève néanmoins dans un passé récent une «*discrimination*» par rapport aux autres Roumains dans la restitution de ses terres familiales.

«*Cela concerne beaucoup de familles. Nous avons vécu près de cinquante ans très durs. Mais tout s'arrange. Nous resterons en Roumanie*», explique Johan Bell, de Cisnadie (Heltau), où sont arrivés, dès le douzième siècle, les premiers Saxons.

«*Il y a dix ans, nous étions 8'000 Allemands. Nous ne sommes plus que 430. Mais nous ne sombrons pas dans la nostalgie du passé et le contact est bien rétabli, aussi bien avec les Roumains qu'avec l'Allemagne*», ajoute-t-il.

«*Maintenant, l'Allemagne ne cherche plus à nous faire revenir, mais facilite notre intégration dans le pays. Cela ne peut que nous aider*» poursuit-il.

Entre 1990 et 1996, le Gouvernement de Bonn a octroyé 100 millions de dollars pour la communauté allemande de Roumanie. Il doit débloquer 6 millions en 1997.

A Timisoara (Temesvar), les «Souabes» catholiques - descendants des Allemands et Lorrains appelés au début du 18^e s. par l'Autriche, lorsqu'elle prit possession du Banat -, ont connu un exode comparable à celui des Saxons. Mais les «restants» semblent aussi définitivement ancrés en Roumanie.

Tiré de l'Agence France Presse

Intertravel

Tentatia-Voyages

Vente de billets Zürich - Bucarest - Zürich, dès CHF 450.-- taxes d'aéroport comprises vols internes, billets de train. Horaire à votre disposition
Bucarest - Zürich OW, seulement pour résidents hors Roumanie
Bucarest - Zürich/Genève - Bucarest, visa et assurance annulation compris
Zürich - Australie, Canada, Hawaii, Nouvelle-Zélande et USA, arrangements, location de voitures, etc.
Zürich - Bucarest - Bangkok/Calcuta/Dehli/Istanbul/Larnaca/Moskva/Peking/Tel Aviv etc.

Assurances SOS, maladie/accident

Visa pour la Suisse et l'Autriche uniquement

Mini-Bus demandez nos conditions. Location pour groupes en car

Sejour en Suisse également possible, sans invitation personnelle pour des Roumains

Flugbillet Zürich - Bukarest - Zürich, ab CHF 450.--, Flughafengebühr inbegriffen
Inlandflüge sowie Bahnbillet. Fahrplan zu Ihrer Verfügung
Bukarest - Zürich OW, nur für nicht in Rumänien wohnhafte Kunden
Bukarest - Zürich/Genf - Bukarest, Visa und Annullations-Versicherung inbegriffen
Zürich - Australien, Canada, Hawaii, Neuseeland und USA, Aufenthalte und Mietwagen
Zürich - Bukarest - Bangkok/Calcuta/Dehli/Istanbul/Larnaca/Moskva/Peking/Tel Aviv, etc.

Vericherungen SOS, Krankheit/Unfall

Visa nur für die Schweiz und Oesterreich

Mini-Bus Verlangen Sie unsere Offerte. Gruppenreisen per Car

Aufenthalt für Rumänen in der Schweiz, auch ohne persönliche Einladung möglich

Maramuzical

Festival international du violon et des musiques de villages, Maramures, 15 - 18 juillet 1997

Dans l'Europe entière, les amateurs de musique traditionnelle rêvent de rencontrer les violonistes de villages du Maramures historique (vallée de l'Iza, de Mara, de Cosau, de Viseu), dont les enregistrements sont internationalement diffusés. Pour de nombreux passionnés occidentaux, mais aussi roumains, ces musiciens-paysans sont un véritable mythe, une référence de la musique traditionnelle. Des violons venus de Hongrie, de Suède, de France et d'Ukraine se mêleront au concert final pour un « Boeuf fou » : Big Band de violons et grand Coucoulé.

OVR-International invite les amis de la Roumanie à participer à cette grande fête de la musique. Dès midi, le mardi à leud, le mercredi à Botiza, le jeudi et le vendredi à Vidu Izei, c'est quatre jours de traditions roumaines - musiques, chants, danses, ateliers, visites, artisanat, dégustations de cuisine paysanne - à vivre ensemble avec les villageois et les amis d'OVR de toute l'Europe. Chaque soir après le concert, bal et repas champêtre. C'est aussi la découverte de la « Retea Turistica », le réseau d'hébergement rural créé par l'OVR-I qui vous accueillera. Trois forfaits sont proposés:

« Forfait festival et découverte » + vol Bucarest - Baia Mare - Bucarest, 13 - 20 juillet/7 nuits:

- séjour avec petit déjeuner + repas du soir le lundi chez votre logeur, les repas des fêtes les mardi et mercredi soir, les deux repas le jeudi et le vendredi;
- transport en avion Bucarest - Baia Mare - Bucarest;
- navettes aéroport + transport local entre le festival et les villages de résidence;
- bonne place réservée à tous les concerts;
- participation à toutes les activités du festival: ateliers de danse, foire artisanale;
- visite de la région et noce traditionnelle
- comité d'accueil dans les villages de résidence, guides pour les visites.
- * A : maison équipée d'une salle de bain CHF 570.-
- * B : maison paysanne traditionnelle sans équipement sanitaire CHF 530.-
- * C : camping et table à la ferme CHF 490.-

« Forfait festival et découverte »,
13 - 20 juillet/7 nuits (sans le vol Bucarest -
Baia Mare - Bucarest): CHF 315.-/ 275.-/ 235.-

« Forfait festival », 14 - 19 juillet/5 nuits: CHF 240.-/ 220.-/ 200.

Date limite d'inscription: 20 juin.

Les places étant limitées, il est recommandé de ne pas trop tarder.

Programme détaillé, renseignements complémentaires et inscription auprès du secrétariat OVR-CH.

Formalités douanières allégées

Le Ministère roumain de la santé a informé la Direction générale des douanes qu'il ne délivrera plus de certificat d'importation pour tous les biens qui entrent en Roumanie dans le cadre de l'aide humanitaire. Conformément à la Décision gouvernementale 26/1993, les produits énumérés à l'art. 5 sont exemptés de taxes à l'importation s'ils remplissent les conditions figurant à l'art. 6.

Extrait de l'art. 5: « Les aides et donations ayant un caractère social, humanitaire, culturel, (.....) reçues d'organisations ou ASBL humanitaires ou culturelles (.....) ».

Extrait de l'art. 6: « Les conditions qui doivent être remplies pour que les biens énumérés à l'art. 5 puissent bénéficier d'exemption de taxes douanières sont:

- qu'ils soient envoyés (.....) sans obligations de paiement;
- qu'ils ne fassent pas l'objet d'une commercialisation ultérieure;
- qu'ils ne soient pas utilisés pour des prestations envers des tiers;
- qu'ils soient compris dans le patrimoine de la personne juridique et enregistrés dans la comptabilité propre. »

Pour les médicaments et les produits alimentaires, la procédure d'attestation par le Ministère de la santé reste valable.

Dans tous les cas, le « Certificat de acceptare » signé de votre partenaire roumain est indispensable.

Cotisations 1997

Lors de l'Assemblée générale tenue à Morges le 15 mars, il a été décidé que les membres d'OVR-CH en tant que tels devaient recevoir le bulletin de liaison «Le Réseau», ceci afin d'éviter les malentendus inhérents à un abonnement séparé. Pour 1997 la contribution est dès lors la suivante:

Assoc./Communes : **Fr. 120.-**

Membres individuels: **Fr. 50.-**

L'abonnement au bulletin seul - **Fr. 20.-** par année - est dorénavant réservé aux membres d'associations OVR-CH locales.

En annexe, vous trouverez le bulletin de versement correspondant.

D'avance merci de votre fidélité.

Publicité

Pour alléger les frais d'envoi du bulletin « Le Réseau », nous acceptons de publier à l'avenir des annonces payantes. Le tarif a été fixé comme suit:

- 1/1 page Fr. 150.-
- 1/2 page Fr. 75.-
- 1/4 page Fr. 40.-
- 1/8 page Fr. 20.-

Communications

Demande de jumelage :

L'Ambassade de Suisse à Bucarest nous transmet la demande du Maire de la Commune de VIDRA, Ilfov, 10'000 habitants, située à 20 km au sud de Bucarest, dans une zone agricole et maraîchère. Avec ces concitoyens, il souhaite favoriser la coopération technique (gestion municipale et démocratie locale), les échanges culturels, scolaires et d'amitiés entre familles.

Transport :

Quel camion en partance pour Sibiu et alentours pourrait convoier un m³ de matériel ?

Merci de prendre contact avec *Mme Agnès Rochat, tél. prof. 315 22 03.*

Recherche de collaboration :

Une association participant à OVR-CH bien constituée, jouissant d'une bonne expérience et de soutiens financiers dans le domaine du placement d'agriculteurs-stagiaires, recherche collaboration pour transférer de compétences.

S'informer auprès de *Mme Sanda Budis, tél. 021 791 51 69*

Le comité OVR de **Profondeville/Chileni** recherche des associations francophones, partenaires de villages roumains parlant hongrois (région de Harghita ou autres). Il est intéressé par les interprètes sur place, les projets en cours, les voyages dans le but de développer une synergie.

Contactez *Fr. Parmentier, rue du Herdal 8, B-5770 Profondeville*

(Source: Reliance, bulletin de liaison d'OVR-Belgique)

Invitation au voyage :

Agri, hebdomadaire professionnel agricole de la Suisse romande, invite ses lecteurs à un voyage en Roumanie, du 17 au 25 septembre. *Janine Roulier, rédactrice, s'est rendue sur place pour préparer des visites professionnelles: rencontres et discussions avec des agriculteurs, visites d'une exposition de bétail, de projets réalisés avec la collaboration de membres de l'OVR, de stations de recherche en arboriculture, en élevage, d'une coopérative viticole, etc. et des*

excursions touristiques dans les Carpates et en Modavie.

Programme détaillé sur demande téléphonique à la Rédaction «Agri», tél. 021/617 74 57.

La Retea turistica d'OVR a la cote :

Dans sa nouvelle édition «Pays de l'Est», le Guide du Routard fait l'éloge de l'hébergement chez l'habitant et plus particulièrement du réseau OVR. Il est dit notamment que les hôtes sont paysans, qu'ils parlent souvent le français, que l'ambiance est familiale, les prix abordables et identiques dans tout le réseau; enfin que c'est un fabuleux moyen de découvrir la Roumanie.

Mobilier liturgique à donner :

15 bancs (80 personnes), 1 autel calcaire, 1 porte de tabernacle, 1 grande croix en métal, 1 ambon et 1 bénitier sur pied.

Institution St-Joseph, 9 av. Jean-Paul II, 1752 Villars-sur-Glâne, Tél. 026 424 33 32

Bonnes adresses :

Overway Renens assure un aller-retour hebdomadaire Lausanne-Zurich-Timisoara-Bucarest en autocar climatisé, avec WC et téléphone.

Fidexpert Fribourg est une société fiduciaire roumano-suisse avec bureau à Bucarest. Son expérience dans les deux pays peut être utile lors de la création d'associations, de donations, etc.